

# Grâce aux crèches, davantage de femmes entrent sur le marché du travail

La Confédération veut mieux exploiter la main-d'œuvre qualifiée indigène. Une meilleure offre en matière de structures d'accueil pour les enfants peut-elle augmenter l'emploi des femmes ? Plusieurs études le démontrent de manière empirique pour la Suisse. *Martin Huber*

**Abrégé** Ce sont généralement les femmes qui se retirent de la vie active en raison de leurs obligations familiales. C'est pourquoi l'initiative de la Confédération visant à combattre la pénurie de personnel qualifié, vise à mieux concilier vies professionnelle et familiale, afin que les mères puissent se réinsérer dans la vie active. L'offre d'accueil pour les enfants joue un rôle clé à cet égard. Le présent article analyse la littérature qui démontre, à travers des données, le lien entre les mesures prises en matière de garde des enfants et la participation des mères au marché du travail tant en Suisse qu'à l'étranger. Des études consacrées à la Suisse montrent qu'un subventionnement des structures d'accueil augmente l'offre de travail des femmes et que les écoles à horaire continu accroissent la proportion de femmes employées à plein temps. Pour que de telles mesures aient un impact optimal, il faudrait aussi démanteler les incitations négatives au travail, en particulier dans le système fiscal.

**D**es études internationales portant sur les dispositifs visant à subventionner ou à développer les places d'accueil publiques, ont mis en évidence des effets largement positifs sur l'activité lucrative des mères. L'ampleur de cet impact dépend, toutefois, du contexte. Dans les pays scandinaves, les réformes qui ont plafonné les coûts de l'accueil extra-familial supporté par les privés ou augmenté les places d'accueil n'ont eu que peu d'effets, voire aucun<sup>1</sup>, sur les nouvelles entrées dans la vie active<sup>2</sup>. Les résultats de diverses recherches laissent entendre que, dans des pays où l'offre de crèches et le taux d'activité des femmes sont déjà élevés, les réformes touchant à l'accueil extra-familial ne modifient pas sensiblement le nombre de mères entrant sur le marché du travail.

## L'offre d'accueil est mince en Suisse

À l'instar des pays scandinaves, la Suisse affiche un taux d'activité élevé chez les femmes. Selon l'OCDE, environ 79 % du groupe des 15-64 ans exerçaient une activité professionnelle en 2014, tout comme en Suède. En y regardant de plus près, on constate cependant que la majeure partie

tie d'entre elles ne travaillent qu'à temps partiel<sup>3</sup>. L'Enquête suisse sur la population active (Espa) de l'Office fédéral de la statistique montre qu'environ 77 % des mères ayant au moins un enfant de moins de 15 ans exerçaient une activité lucrative en 2014. Toutefois, moins d'un cinquième d'entre elles occupaient un emploi à plein temps. D'un autre côté, la Suisse se distingue surtout des pays scandinaves par le fait que son offre d'accueil est relativement peu développée. Selon une étude du Fonds national suisse, réalisée en 2013, seuls 11 % des enfants d'âge préscolaire pouvaient bénéficier de places d'accueil à plein temps durant l'année scolaire 2007/2010. Pour les enfants en âge scolaire, ce taux tombait même à 8 %<sup>4</sup>.

## Une meilleure offre d'accueil n'augmente que partiellement l'emploi des femmes

En Suisse, la question n'est donc pas seulement de savoir si une meilleure offre d'accueil des enfants en âge préscolaire augmente le taux d'activité des femmes, mais si elle permet aux mères déjà actives de relever leur temps de travail. Bien que les résultats de plusieurs études internationales le suggèrent, il convient aussi de confronter les bénéfices et les coûts engendrés par les mesures adoptées. Or, d'après une étude néerlandaise, l'accroissement des subventions aux crèches se traduit par une hausse modérée du temps de travail hebdomadaire chez les mères, à savoir de 1,1 heure supplémentaire. Cette mesure s'accompagne, en outre, de coûts considérables, soit quelque 2 milliards d'euros en l'espace de cinq ans<sup>5</sup>. Si une meilleure offre d'accueil ne peut pas accroître celle de travail autant que prévu, cela tient aux effets dits d'éviction cités dans de

1 Les effets oscillent dans une marge d'environ 1 point de pourcentage.

2 Voir Lundin et al. (2008) ou Havnes et Mogstad (2011).

3 Conformément à la définition de l'Office fédéral de la statistique, on entend par « emploi à temps partiel » un temps de travail inférieur à 90 %.

4 Felfe et al. (2013).

5 Bettendorf et al. (2015).



nombreuses études: l'allègement au niveau de l'accueil n'est compensé que partiellement par le travail supplémentaire. L'accueil informel, c'est-à-dire privé, est souvent remplacé – du moins en partie – par un accueil formel sans que cela modifie fondamentalement le comportement professionnel.

## L'économie suisse devrait en profiter

En Suisse, les mères sont donc fortement actives, mais elles le sont beaucoup à temps partiel. En outre, l'offre de places d'accueil est relativement mince. Une hausse des fonds publics alloués à l'accueil d'enfants en âge préscolaire augmenterait-elle l'offre de travail des femmes, sans que les coûts dépassent le bénéfice économique? Cela semble possible si l'on en croit un rapport d'évaluation sur les bons de garde dans le canton de

Lucerne, publié en 2014 par l'université de Saint-Gall<sup>6</sup>. Ces bons sont des subventions versées directement aux familles. Les parents ont la liberté de choisir auprès de quelle institution ils veulent les faire valoir. Le rapport suggère non seulement que cette mesure accroît l'offre de travail des femmes mariées et de celles élevant seules leurs enfants, mais qu'elle semble également servir les pouvoirs publics, en l'occurrence les communes. Celles-ci encaissent, en effet, davantage de recettes fiscales en même temps que s'amenuise la dépendance financière des ménages à faible revenu. Dans une autre évaluation, réalisée en 2011 par l'entreprise lucernoise de recherche et de conseil Interface, plus de la moitié des familles indiquent que, sans les bons de garde, elles devraient réduire leur offre de travail<sup>7</sup>. Cette étude table également sur un bénéfice net à plus long terme pour les pouvoirs publics, en raison par

6 Ramsden (2014).  
7 Müller et al. (2011).



La cherté des places d'accueil dissuade de nombreuses mères de travailler davantage.

exemple de la réduction des prestations versées en matière d'aide sociale.

### **Les écoles à horaire continu ont aussi des effets bénéfiques**

De nombreuses études ont été consacrées à l'accueil préscolaire. S'agissant des enfants en âge scolaire, les effets de l'accueil à plein temps sur l'offre de travail sont peu attestés empiriquement. Certes, plusieurs études effectuées dans d'autres pays européens indiquent que la journée scolaire continue a un impact positif sur l'activité et le temps de travail hebdomadaire des femmes. Toutefois, les méthodes statistiques sont généralement moins crédibles que celles utilisées pour les évaluations de la garde d'enfants en âge préscolaire.

Une étude de l'université de Saint-Gall, qui examine plusieurs régions frontalières en Suisse, fait exception<sup>8</sup>. Les régions choisies disposent d'un marché du travail commun. Vu qu'elles appartiennent à des cantons différents, leurs offres

d'accueil à plein temps pour les enfants en âge scolaire ne sont cependant pas les mêmes. Les résultats montrent que la prise en charge à journée continue augmente sensiblement (de 8 points de pourcentage) la proportion de femmes travaillant à plein temps.

### **Empêcher les fausses incitations**

Jusqu'où est-il possible d'exploiter le potentiel de travail des femmes? Peut-on échapper aux effets d'éviction? Tout cela dépend aussi des interactions entre les mesures d'accueil et le système fiscal. Le rapport d'évaluation de l'université de Saint-Gall, mentionné plus haut, montre que le système fiscal de la ville de Lucerne peut porter préjudice à l'offre de travail des couples avec enfants. Il prend l'exemple d'une famille ayant deux enfants et un salaire annuel de 50 000 francs perçu par le premier partenaire, mais les résultats sont semblables pour un large éventail de revenus: en cas de prise en charge privée des frais

8 Felte et al. (à paraître).

La participation des femmes aux branches techniques est faible. Un effort de promotion des structures extra-scolaires n'aurait guère d'effet au niveau du manque de main-d'œuvre qualifiée.



KEYSTONE



de garde, le salaire disponible du ménage après impôts peut même diminuer d'autant plus fortement que le deuxième partenaire travaille lui aussi. Même en percevant des bons de garde, il peut être financièrement avantageux que l'un des deux partenaires travaille seulement à temps partiel et non à plein temps. Par souci d'efficacité, on ne devrait donc pas considérer les mesures d'accueil des enfants indépendamment des incitations générées par le système fiscal. Une solution serait, par exemple, d'augmenter les déductions admises pour la garde des enfants par des tiers. Si l'on tient compte de telles interactions, une extension de l'accueil peut contribuer à activer le potentiel de main-d'œuvre féminine en Suisse.

Le fait de mieux concilier famille et travail ne suffirait, toutefois, pas à combler le manque de main-d'œuvre qualifiée, notamment pour la raison suivante : étant donné leurs qualifications et leurs préférences, les femmes, dont le comportement sur le marché du travail réagit à de telles mesures, ne sont pas disponibles pour certains

domaines professionnels, qui nécessitent une main-d'œuvre qualifiée nombreuse. Une participation accrue des mères au marché du travail (éventuellement combinée avec des formations appropriées) pourrait ainsi être utile au secteur des soins. Pour des branches techniques, comme l'ingénierie ou l'informatique, les retombées ne peuvent qu'être négligeables dans les conditions actuelles. Des mesures spécifiques, autres que celles qui ciblent l'accueil des enfants, sont donc nécessaires.



**Martin Huber**

Professeur d'économétrie appliquée et d'évaluation des politiques publiques, Département d'économie politique, université de Fribourg

## Bibliographie

Bettendorf L. J. H., Jongen E. L. W. et Muller P., « Childcare Subsidies and Labour Supply – Evidence from a Dutch Reform », dans *Labour Economics* 36, 2015, pp. 112–123.  
Felfe C., Iten R., Lechner M., Schwab S., Stern S. et Thiemann P. (2013a), *Familienergänzende Kinderbetreuung und Gleichstellung*, rapport final dans le cadre du Programme national de recherche PNR 60 sur l'égalité entre hommes

et femmes, Infrast et Institut suisse de recherche économique empirique de l'université de Saint-Gall.  
Felfe C., Lechner M. et Thiemann P., *After-School Care and Parents' Labor Supply*, à paraître.  
Havnes T. et Mogstad M., « Money for nothing? Universal Child Care and Maternal Employment », dans *Journal of Public Economics* 95:11–12, 2011, pp. 1455–1465.

Lundin D., Mörk E. et Öckert B., « How far can reduced childcare prices push female labour supply? », dans *Labour Economics* 15:4, 2008, pp. 647–659.  
Müller, F., Dolder O. et Bürgi M., *Evaluation des Pilotprojekts Betreuungsgutscheine für die familienergänzende Kinderbetreuung in der Stadt Luzern*, rapport d'évaluation, Interface Politikstudien Forschung Beratung, numéro de projet PO8-51, 2011.

Ramsden A., *Betreuungsgutscheine in den Gemeinden Luzern, Emmen und Kriens – Eine ökonomische Analyse der Nutzen für Haushalte und Gemeinden im Rahmen der Vereinbarkeit von Beruf und Familie*, rapport d'évaluation, Institut suisse de recherche économique empirique de l'université de Saint-Gall, 2014.